



COUR D'APPEL DE MONTPELLIER
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MONTPELLIER

LE JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION

Cabinet de Alice GUILLOUX

Dossier n° N° RG 20/01042 -
N° Portalis DBYB-W-B7E-MY4T
Minute n° : 20/00192

**ORDONNANCE STATUANT SUR UNE PREMIÈRE DEMANDE
DE PROLONGATION D'UNE MESURE DE RETENTION
ADMINISTRATIVE**

Article L.552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

Le 21 Septembre 2020 à 10h15

Nous, Alice GUILLOUX, juge des libertés et de la détention au tribunal judiciaire de Montpellier, étant en audience publique, assisté de Jessica GIROIX, greffier ;

Vu les articles L.552-1 à L.552-6, et R.552-1 à R.552-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu le jugement correctionnel du tribunal de grand instance de DRAGUIGNAN, en date du 28/09/2010 dont il est fait mention sur la Fiche d'interdiction du Territoire français émanant dudit tribunal, condamnant [REDACTED] à une interdiction définitive du territoire français;

Vu la décision de placement en rétention administrative au centre de rétention de Sète prise par M. LE PREFET DES BOUCHES DU RHONE le 18 Septembre 2020 à l'encontre de :

[REDACTED]
né le 01 Juin 1982 à ANNABA (ALGERIE)
de nationalité Algérienne

notifiée à l'intéressé le 19 Septembre 2020 à 09h30 ;

Vu la requête de l'autorité administrative en date du 20 Septembre 2020 reçue et enregistrée au greffe du juge des libertés et de la détention le 20 Septembre 2020 à 14h26 tendant à la prolongation de la rétention de [REDACTED] dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pour une durée de **vingt-huit jours** ;

Vu l'extrait individualisé du registre prévu à l'article L.553-1 du CESEDA émargé par l'intéressé ;

Monsieur le préfet, Monsieur le procureur de la République près le tribunal de notre siège et le retenu ont été avisés, dès réception de la requête, de la date et de l'heure de la présente audience par le greffier ;

En l'absence de Monsieur le procureur de la République ;

En présence de M. LE PREFET DES BOUCHES DU RHONE, représenté par Monsieur Eric

AFFORTIT, dûment habilité ;

██████████ présent à l'audience et informé de son droit à l'assistance d'un avocat de son choix ou commis d'office, déclare : je souhaite être assisté d'un avocat commis d'office.

Me Adeline BALESTIE, avocat, est informé par nos soins sans délai et nous fait connaître qu'il assistera l'intéressé. L'avocat a pu consulter la procédure et s'est entretenu librement avec son client.

L'intéressé est informé qu'il peut lui-même consulter la procédure, et éventuellement être assisté par un interprète s'il ne connaît pas suffisamment la langue française.

DÉROULEMENT DES DÉBATS

A l'audience publique, le juge des libertés et de la détention a procédé au rappel de l'identité des parties ;

██████████ déclare : j'étais en Espagne chez mon oncle, je suis descendu voir ma femme et mes enfants. Au commissariat ils m'ont demandé ma pièce d'identité, je suis parti en prison je ne sais pas pourquoi. En 2018, j'étais à Nîmes, mon avocat m'a tout bien expliqué. Je vais retourner en Espagne, faire mes affaires. Oui ma femme est à Marseille.

L'avocat du retenu soulève *in limine litis* la nullité de la procédure dans des conclusions écrites qui sont annexées à la présente ordonnance, et qu'il développe oralement à l'audience ;

Sur le défaut de diligences et l'absence d'étude de la situation personnelle du détenu
il a été placé en détention, il n'y a pas d'éléments d'identité. Aujourd'hui il vous communique des justificatifs sur sa situation personnelle, qui aurait dû être étudié.

Sur le défaut de notification des droits au placement en rétention
il y a des éléments sur les notification des droits, il y a une juridiction constante. Il y a une notification des droits, il est en détention précédemment. Pendant plus de 3 heures, il n'a pas su ce qu'il lui arrivait. Il est envoyé au CRA de SETE, alors que toute sa famille est à Marseille.

Sur l'irrecevabilité de la requête
Sur le défaut de pièce utiles
je n'ai pas compris la base de sa détention. Le bulletin n°2 n'est pas actualisé. On a besoin d'un minimum d'information.

L'avocat du retenu est entendu en ses observations sur le fond :
Monsieur est Algérien, les frontière avec l'Algérie ne sont toujours pas réouvertes.

Le représentant de l'administration est entendu en ses observations sur les moyens de nullité soulevés et sur le fond :

il a refusé de fournir les éléments le concernant, en refusant de signer les formulaires (fiches de renseignements), présenté par les agents de la pénitenciaire.

La notification des droits a bien été faite par un agent qui est bien identifié.

Concernant la dernière condamnation, apparait sur la fiche pénale, il est condamné pour maintien sur le territoire malgré l'interdiction de territoire.

Sur les perspectives d'éloignement, Air Algérie a indiqué que les vols de rapatriement a repris.

Il ne peut bénéficier d'une mesure d'assignation à résidence, il a déjà été condamné pour maintien sur le territoire. Mais il a été condamné pour association de malfaiteur et trafic de stupéfiant.

██████████ déclare : je vais retourner en Espagne.

MOTIFS DE LA DÉCISION

L'avocate d [REDACTED] soutient que les frontières de l'Algérie étant fermées, il n'existe aucune perspective d'éloignement.

Selon l'article L. 554-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile : «Un étranger ne peut être placé ou maintenu en rétention que pour le temps strictement nécessaire à son départ. L'administration doit exercer toute diligence à cet effet.»

En l'espèce, l'Algérie a fermé ses frontières depuis le mois de mars 2020 en raison de la pandémie de coronavirus Covid-19. Cette information est confirmée par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Le représentant de la préfecture soutient à l'audience que la compagnie Air Algérie aurait annoncé des vols de rapatriement des ressortissants algériens. Cependant, cette information n'est étayée par aucun élément du dossier.

En l'état, il convient de considérer que [REDACTED] n'est pas maintenu en rétention pour un temps strictement nécessaire à son départ puisque ce départ ne peut pas être organisé au vu de la fermeture des frontières de l'Algérie.

En conséquence, la requête en prolongation de la mesure de rétention administrative sera rejetée, sans qu'il soit nécessaire d'examiner les autres moyens soulevés.

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement en premier ressort, par décision assortie de l'exécution provisoire,

REJETONS la requête en prolongation de la rétention administrative de **M. LE PREFET DES BOUCHES DU RHONE** ;

DISONS que la présente ordonnance sera immédiatement notifiée au procureur de la République et que [REDACTED] est maintenu à la disposition de la justice pendant un délai de dix heures à compter de la notification de la présente ordonnance au procureur de la République ;

INFORMONS [REDACTED] que durant cette période, il peut, s'il le souhaite, contacter son avocat et un tiers, rencontrer un médecin et s'alimenter.

INFORMONS les parties qu'elles peuvent interjeter appel de la présente ordonnance devant le Premier président de la cour d'Appel de Montpellier ou son délégué, dans les 24 heures de son prononcé, par déclaration motivée faite ou remise par tous moyens au greffe de la cour d'Appel de Montpellier et leur donnons connaissance des modalités selon lesquelles ce recours peut être exercé ;

INDIQUONS que seul l'appel formé par le ministère public peut être déclaré suspensif par le Premier président de la cour d'Appel ou son délégué.

Ainsi prononcé en audience publique le 21 Septembre 2020 à *M hoo*

Le greffier,

Le juge des libertés et de la détention,



Reçu notification et copie de la présente ordonnance le 21 Septembre 2020 :

L'intéressé,

~~L'interprète,~~

L'avocat du retenu,

Le représentant du préfet,



Par courriel

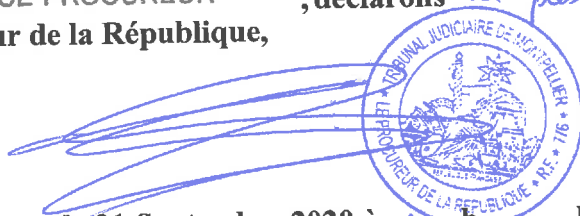
Par courriel

Notification de la présente ordonnance est faite à Monsieur le procureur de la République le 21
Septembre 2020 à 11 h 05 ,
Le greffier,



Nous, **Stéphano BÈRES**
VICE-PROCUREUR
Le procureur de la République,

, déclarons *ne pas* interjeter appel de la présente décision,



Constatons que le 21 Septembre 2020 à 11 h 40 , le procureur de la République *n'a pas*
interjeté appel de la présente décision,
Le greffier,



Adeline BALESTIE
AVOCATE
1280 avenue des Platanes
Future building 1
34970 LATTES



CONCLUSIONS DE NULLITES

POUR [REDACTED], né le 01/06/1982 à Annaba de nationalité algérienne, actuellement au CRA de SETE

CONTRE PREFET DES BOUCHES DU RHONES

→ In limine litis,

Sur le défaut de diligences et l'absence d'étude de la situation personnelle du détenu

Sur le courrier de présentations d'observation en date du 31/08/2020, il est indiqué par tampon que M. aurait refusé de signer le PV mais sans aucun motif et sans aucune identité d'un agent. Dès lors il y a un doute sur la réalité du refus et ce document n'a pas la valeur de PV et donc de force probante.

Sur le défaut de notification des droits au placement en rétention

Il ressort de la procédure que M. a subi une notification de la décision de placement en rétention à 9h30 sans notification des droits en rétention en violation des articles L 552-1 du CESEDA.

M. n'a connu la levée d'écrou qu'à 9h42 et n'a reçu qu'une notification de ses droits qu'à 12h, lors de son arrivée à SETE.

Cette notification des droits est tardive et lui fait grief : il a été placé en rétention loin de sa cellule familiale sans motif et sans étude de sa situation personnelle ou vulnérabilité.

→ **Sur l'irrecevabilité de la requête,**
Sur le défaut de pièces utiles

[REDACTED] était détenu sans que soit expliqué le placement en détention et la décision à la base de la détention.

Sur le fond,

Sur l'absence de perspective d'éloignement vers l'Algérie

En violation des articles L 552-7 du CESEDA et L 554-1 du CESEDA

Jurispudence constante JLD MONTPELLIER 15/08/2020 N°20/904 + CA MONTPELLIER 20/07/2020 N°2020-255

PAR CES MOTIFS

Rejeter la demande de prolongation en rétention
Déclarer irrecevable la requête du Préfet des Bouches du Rhone

Ordonner la remise en liberté de



Fait à Montpellier le 20/09/2020
Adeline BALESTIE

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'A' followed by a horizontal line.